



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

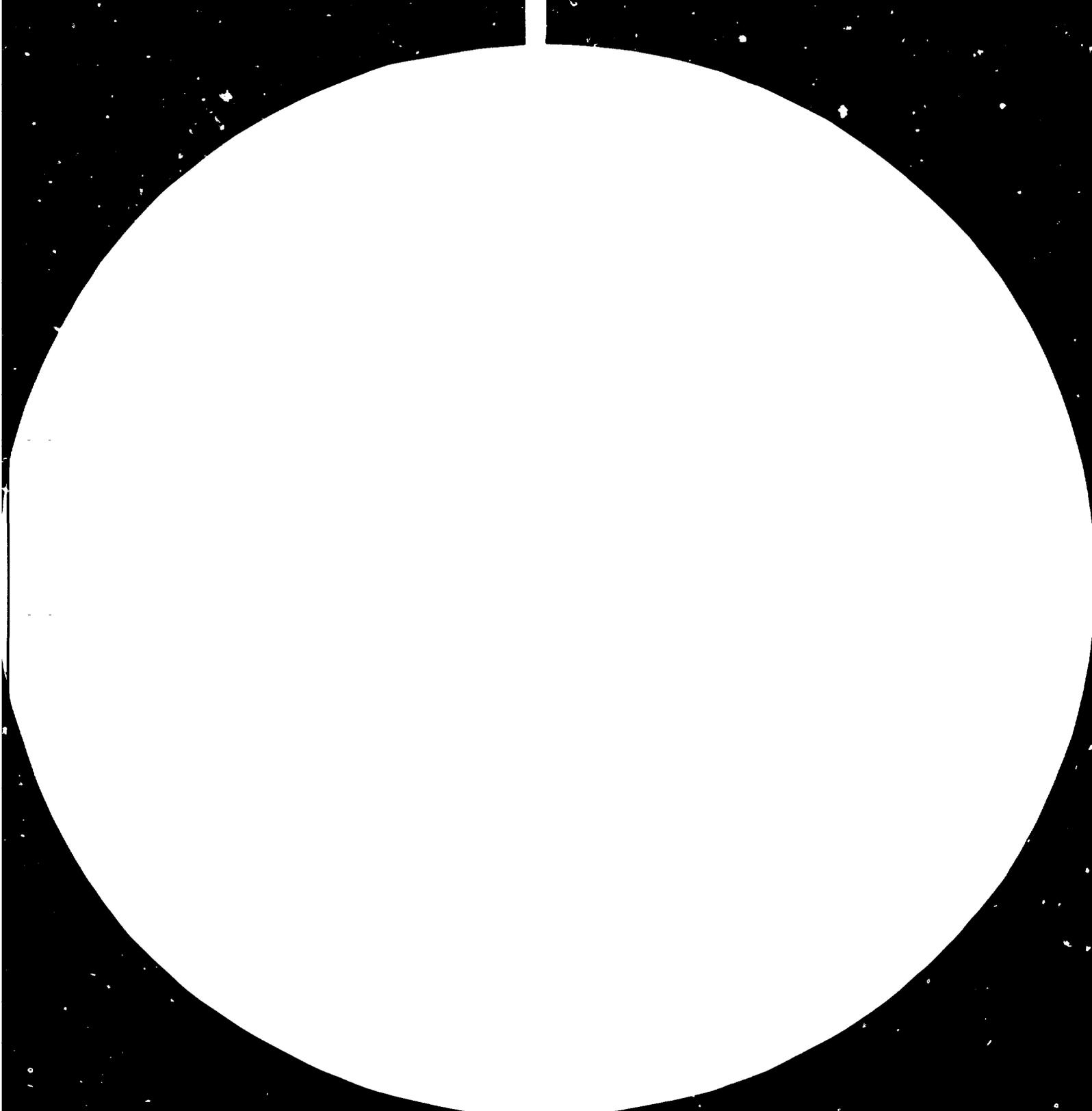
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





2.8

3.2

3.6

4.0

4.5

5.0

5.6

6.3

7.1

8.0

9.0

10

11.2

12.5



Resolution Test Chart (NBS 1963-A) (ANSI Z39-18)

Resolution Test Chart (NBS 1963-A) (ANSI Z39-18)



09578-F



RESERVE AUX PARTICIPANTS

ID/CONF.4/CRP.4

6 décembre 1979

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

TROISIEME CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI

New Delhi (Inde), 21 janvier - 8 février 1980

Point 5 de l'ordre du jour

RAPPORT DE LA REUNION DES MINISTRES DE L'INDUSTRIE DE
LA CESAP PREPARATOIRE A LA TROISIEME
CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI*

Bangkok (Thaïlande)
25 et 26 octobre 1979

* Le rapport ci-joint, qui n'est disponible qu'en anglais a été fourni par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

id.79-9764



with
09578-F



RESERVE AUX PARTICIPANTS

ID/CONF.4/GRP.4/Corr.1
14 décembre 1979

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel FRANÇAIS SEULEMENT

TROISIEME CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI

New Delhi (Inde), 21 janvier - 8 février 1980

Point 5 de l'ordre du jour

RAPPORT DE LA REUNION DES MINISTRES DE L'INDUSTRIE DE
LA CESAP PREPARATOIRE A LA TROISIEME
CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI

Rectificatif

La note figurant en bas de la page de couverture doit se lire comme suit :

Le rapport ci-joint, qui n'est disponible qu'en anglais et en français, a été
fourni par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

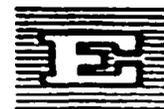
**NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL**



Distr.
GENERALE

E/ESCAP/148
27 novembre 1979

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Trente-sixième session
18-29 mars 1980
Bangkok

PROGRES, PROPOSITIONS ET PROBLEMES DANS DIFFERENTS
DOMAINES D'ACTIVITE DE LA CESAP

(Point 5 de l'ordre du jour provisoire)

RAPPORT DE LA REUNION DES MINISTRES DE L'INDUSTRIE
DE LA CESAP PREPARATOIRE A LA TROISIEME CONFERENCE
GENERALE DE L'ONU

1. ORGANISATION DE LA RÉUNION

1. La Réunion des ministres de l'industrie de la CESAP préparatoire à la troisième Conférence générale de l'ONUDI s'est tenue à Bangkok les 25 et 26 octobre 1979.

Participation

2. Les membres suivants de la CESAP étaient représentés : Australie, Bangladesh, Bhoutan, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Iran, Japon, Malaisie, Mongolie, Nauru, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Union des Républiques socialistes soviétiques et Viet Nam. Le représentant de la Suède a participé à la Réunion à titre consultatif en vertu du paragraphe 9 du mandat de la Commission.

3. Les organismes des Nations Unies énumérés ci-après s'étaient fait représenter : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Les institutions spécialisées suivantes étaient également représentées : Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Organisation mondiale de la santé (OMS). Les organisations intergouvernementales suivantes avaient aussi envoyé des représentants : Banque asiatique de développement (BASD), Communauté économique européenne (CEE) et Organisation asiatique de productivité (OAP).

Allocutions d'ouverture

4. Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire exécutif de la CESAP a souhaité la bienvenue aux Ministres et a remercié Son Excellence M. Dawee Chullasapaya, Premier Ministre adjoint du Gouvernement thaïlandais, d'avoir bien voulu ouvrir la réunion.

5. Les hauts fonctionnaires avaient examiné la documentation présentée par les secrétariats de la CESAP et de l'ONUDI, et leur rapport mettait en

évidence les questions les plus importantes qui appelaient l'attention des ministres. La troisième Conférence générale de l'ONUDI y était considérée essentiellement comme l'occasion d'étudier la réalisation de l'objectif fixé à Lima. Dans cette optique, on avait défini les points essentiels qui devaient être considérés à la Conférence, ainsi que pendant le reste de la phase préparatoire. Il était demandé que l'objectif global fixé à Lima soit décomposé en objectifs régionaux et sectoriels pour qu'il soit possible d'établir les mesures institutionnelles et autres nécessaires à sa réalisation. La constitution de capacités manufacturières dans les pays en développement était considérée comme le pivot du processus d'industrialisation. Le renforcement de ces capacités devait être au centre de l'approche qui devait être mise au point à la troisième Conférence générale. Le rapport réaffirmait la validité des directions choisies pour la réorientation des politiques industrielles.

6. Le Secrétaire exécutif a indiqué que l'ONUDI avait élaboré des propositions et des recommandations concrètes visant à la réalisation de l'objectif de Lima. Les propositions, novatrices et bien formulées, devaient être examinées avant que des décisions définitives puissent être prises, et il était convaincu que les délibérations des ministres aideraient les gouvernements des pays à formuler leurs vues propres, de façon qu'un consensus puisse être atteint à la Conférence.

7. Les hauts fonctionnaires avaient considéré les importants programmes régionaux relatifs à l'industrialisation. Ils avaient reconnu l'utilité du Centre régional de transfert de technologie (CRTT), du Réseau régional de la machine agricole et du Club de la CESAP pour la coopération entre pays en développement, ainsi que d'autres projets régionaux en cours et avaient recommandé plusieurs mesures en vue de leur renforcement.

8. Le Secrétaire exécutif a déploré l'absence du Directeur exécutif de l'ONUDI, H. Abd-El Rahman Khane, empêché pour raison de santé, et lui a rendu hommage pour le dynamisme avec lequel il avait présidé aux préparatifs de la Conférence.

9. Dans son message, le Directeur exécutif de l'ONUDI a rappelé que deux ans plus tôt, la Réunion des ministres de l'industrie de la région avait

pris des décisions importantes concernant la réorientation des politiques et stratégies industrielles. A leur réunion suivante, les ministres avaient pris des mesures pour assurer un progrès constant dans l'application de leurs décisions.

10. Malgré des reculs récents, plusieurs pays en développement de la région avaient pu réaliser un rythme de croissance encourageant tant dans l'agriculture que dans l'industrie. La part des liens intermédiaires et des biens d'équipement dans la production totale d'articles manufacturés s'était également accrue. Mais, il fallait continuer à veiller à ce que les industries de biens d'équipement et les industries fondamentales se développent à un rythme suffisamment rapide. On s'était d'autre part attaché à intensifier les liens industriels entre zones rurales et urbaines dans le cadre du développement rural intégré.

11. Il était prévu que la troisième Conférence générale ferait une large place à la mise au point et au renforcement d'instruments propres à élargir les capacités nationales et à mobiliser des ressources techniques et financières. En outre, il faudrait élaborer les stratégies nécessaires pour la mise en place d'un nouveau système de relations mondiales. Le système de consultations de l'ONUDI offrait aux pays industrialisés et aux pays en développement le cadre voulu pour l'examen et l'évaluation des plans et des problèmes touchant des secteurs donnés. Les pays de la région de la CESAP avaient joué un rôle actif dans les consultations sectorielles. Compte tenu des objectifs énoncés dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima, il fallait espérer qu'un système de consultations permanent serait mis en place.

12. S'agissant des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires en développement, l'ONUDI et la CESAP avaient pris des mesures concrètes pour organiser des réunions de solidarité dont la première s'était tenue à Kaboul et la deuxième était prévue au Bangladesh. Les participants s'étaient félicités des mesures prises par la CESAP pour renforcer encore la coopération, en particulier dans la sous-région du Pacifique Sud, grâce à l'enquête industrielle proposée.

13. Le Secrétaire exécutif a cité l'étude intitulée "L'industrie à l'horizon 2000 - Nouvelles perspectives", qui présentait huit propositions principales concernant les nouvelles mesures à prendre dans le domaine de la

coopération internationale. Elle contenait également des recommandations concernant des programmes de soutien qui correspondaient aux mandats des organisations internationales. La proposition visant à créer une agence internationale du financement industriel pour promouvoir la coopération sud-sud méritait tout particulièrement d'être examinée. Le Fonds mondial d'encouragement à l'industrie avait pour objet l'octroi aux pays en développement de prêts pour le financement des programmes, dont le montant total serait suffisant pour se faire réellement sentir sur l'économie mondiale. Alors que la première visait à utiliser les fonds excédentaires disponibles dans les pays en développement même, le dernier s'alimenterait en émettant des obligations sur les marchés internationaux de capitaux. L'étude contenait aussi des propositions précises sur les flux internationaux de technologie. A cet égard, l'Institut international des techniques industrielles envisagé présentait un intérêt tout particulier. L'organisme de droit international du développement industriel proposé visait à instituer un système décentralisé à l'échelon régional pour résoudre les différends industriels sur le plan régional.

14. Le Directeur exécutif a également évoqué la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée et a demandé à tous les gouvernements de signer et ratifier dès que possible sa nouvelle constitution. Pour s'acquitter de sa tâche, l'ONUDI devait disposer des fonds nécessaires. Le Directeur exécutif espérait que lors de la Conférence d'annonces de contributions de l'ONU, des contributions plus importantes iraient au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel. La troisième Conférence générale de l'ONUDI offrait à la communauté internationale une excellente occasion de régler les problèmes économiques énormes qui se posaient dans le monde. La Conférence non seulement chercherait les moyens d'atteindre l'objectif fixé à Lima mais encore, au-delà, contribuerait à poser la base de la paix internationale.

15. Dans son allocution d'ouverture, S. Exc. M. Bowee Chullasapaya, Premier Ministre adjoint du Gouvernement thaïlandais, a souhaité la bienvenue aux Ministres et a déclaré que la communauté internationale prenait plus clairement conscience de la nécessité d'un effort collectif accru pour résoudre les graves problèmes économiques et politiques du monde. La Thaïlande avait toujours accordé une grande importance au développement du secteur manufacturier

et continuerait à le faire. L'industrie pouvait en effet assurer la modernisation de l'ensemble de l'économie. En complément de son action nationale, la Thaïlande avait, dans le cadre de l'ASIAN, contribué à promouvoir la coopération sous-régionale. Il fallait à l'avenir intensifier cette coopération et élaborer des programmes réalistes et concrets pour la renforcer.

16. Les ministres, en leur qualité d'hommes politiques, étaient toujours conscients des problèmes sociaux. On avait très peu fait cependant pour résoudre les graves problèmes liés à la pauvreté et au chômage. A cet égard, l'industrie pouvait jouer un rôle clé. La Thaïlande, comme beaucoup de pays de la région, avait atteint le stade où ses progrès futurs dépendraient dans une large mesure de l'assistance et de l'appui qui lui seraient fournis à l'échelon international. La montée du protectionnisme avait eu de graves répercussions sur les programmes d'exportation d'articles manufacturés. Il était regrettable qu'aucun plan d'action concret n'ait été mis au point pour faire face à cette situation, bien que le problème ait été examiné dans diverses instances.

17. Il existait dans la région de nombreux moyens dont les pays en développement pouvaient faire usage pour développer leur capacité de production manufacturière. Le développement de l'infrastructure avait atteint un stade avancé. Cependant les problèmes liés aux pénuries d'énergie et à l'augmentation des prix de l'énergie se répercutaient largement sur l'industrialisation. Il s'agissait là d'une question primordiale qui exigeait un accroissement des investissements consacrés à la prospection et à la mise en valeur de nouvelles sources d'énergie.

18. La technologie et l'investissement présentaient l'un et l'autre une importance particulière pour l'industrialisation. Le transfert des techniques ne pouvait suffire à résoudre les problèmes des pays en développement. Il importait aussi de concevoir des techniques nouvelles correspondant aux besoins particuliers de ces pays. S'il était nécessaire d'importer des technologies, il fallait aussi que les pays utilisent leurs compétences propres pour adapter les techniques aux besoins locaux. Le Centre régional de transfert de technologie pouvait apporter à cet égard une importance et précieuse contribution.

19. La Thaïlande attachait beaucoup d'importance à l'investissement étranger. Outre qu'il permettait de satisfaire des besoins financiers, le capital ainsi obtenu favorisait le transfert de technologie et de savoir-faire ainsi que les activités de commercialisation.

20. Le Premier Ministre adjoint a souhaité la bienvenue aux participants en Thaïlande et a exprimé l'espoir que la réunion apporterait une utile contribution à la troisième Conférence générale de l'ONUDI.

Election du bureau

21. Les participants ont élu président à l'unanimité S. Exc. M. Kasame Chatikavanij (Thaïlande). S. Exc. M. A.R. Soehard (Indonésie) et S. Exc. M. Denzil Fernando (Sri Lanka) ont été élus vice-présidents, et S. Exc. M. Reza Asefi rapporteur.

Ordre du jour

22. Les participants ont adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la Réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Rapport de la Réunion de hauts fonctionnaires
5. Adoption du rapport de la Réunion des ministres.

II. EXAMEN DES PROBLEMES

23. Le rapport de la Réunion de hauts fonctionnaires (joint en annexe) a été présenté par son Président au cours d'une brève déclaration, dans laquelle il en a dégagé les principaux points. Les participants ont considéré que le rapport était bon et bien équilibré, traitant de façon satisfaisante les problèmes à l'examen. Il se situait dans la même perspective que les précédentes délibérations des ministres de l'industrie. Les participants ont approuvé le rapport sans réserve et ont félicité les hauts fonctionnaires pour l'excellent travail qu'ils avaient accompli.

24. Ils se sont également félicités de la qualité de la documentation établie par les secrétariats de la CESAP et de l'ONUDI, qui avait permis aux hauts fonctionnaires de s'acquitter de leur tâche.

25. A propos de l'analyse détaillée contenue dans les documents, les participants ont relevé que le taux de la croissance industrielle était peu satisfaisant dans les pays en développement et que, selon les projections le maintien du même rythme ne permettrait à ces pays de n'atteindre qu'à 13,5 % de la production manufacturière mondiale en 2000, alors que leur population totale représenterait quelque 71 % de celle du globe. Cette perspective était encore assombrie par les effets adverses de la conjoncture économique mondiale, notamment la structure peu satisfaisante des relations économiques internationales, la persistance de la stagflation et le maintien du protectionnisme dans la plupart des pays industrialisés à économie de marché, la situation de l'énergie, etc. Certaines délégations ont évoqué les obstacles que les vestiges du colonialisme et du néo-colonialisme opposaient à l'industrialisation. Les participants ont en conséquence affirmé, avec les hauts fonctionnaires, qu'un effort exceptionnel s'imposait pour permettre aux pays en développement d'approcher de l'objectif de Lima. Ils considéraient que la troisième Conférence générale de l'ONUDI serait l'occasion d'organiser l'action novatrice et efficace qui était nécessaire.

26. Les participants ont aussi approuvé la recommandation selon laquelle l'objectif de Lima devrait être décomposé en objectifs sectoriels et régionaux précis et ont suggéré que la CESAP formule des stratégies prospectives en vue d'atteindre ces objectifs. Ils sont également convenus que la troisième Conférence générale devait être essentiellement centrée sur la réalisation de l'objectif global déjà fixé à Lima. Elle devrait porter surtout sur la mise en place des moyens qui permettraient d'atteindre cet objectif. Ils ont estimé d'autre part qu'il fallait voir dans la Conférence une enceinte au sein de laquelle les pays développés et les pays en développement devaient coopérer et non pas s'affronter. Ils ont réaffirmé qu'il y avait une relation étroite entre le développement et la paix, la sécurité et le désarmement.

27. On a noté que le document E/ESCAP/IHT/SPMI-UNIDO(3)/2 présentant les perspectives régionales d'industrialisation, qu'avaient approuvé les hauts fonctionnaires, était un élément des travaux qui avaient découlé des délibérations de la Réunion des ministres de l'industrie des pays de la CESAP tenue en 1977 et de celle du Groupe ad hoc de ministres de l'industrie qui l'avait suivie en janvier 1979. Les participants ont reconnu l'importance du rôle qu'avait joué le Groupe ad hoc dans l'orientation de ces travaux et suggéré que la Commission soit invitée à envisager qu'il soit renforcé et convoqué régulièrement.

28. Les participants ont réaffirmé le bien fondé des réorientations décidées à la précédente Réunion des ministres de l'industrie, à savoir le renforcement des liens entre l'agriculture et l'industrie, une dispersion spatiale équilibrée des industries dans les pays, la promotion des petites industries et l'établissement de liens entre celles-ci et les grandes industries modernes, et enfin une réorientation des industries qui permette de répondre aux besoins fondamentaux de la population. Ils ont approuvé l'association de cette approche aux mesures nécessaires pour renforcer les capacités manufacturières nationales. Ils ont pleinement admis que c'était uniquement grâce à ces capacités que les pays pourraient maintenir leur rythme de croissance industrielle, absorber les apports étrangers (technologie et capitaux) et exploiter les possibilités d'échanges commerciaux. Ils entendaient par "capacités" non seulement les machines et le matériel, mais également tout ce qui était nécessaire pour assurer le fonctionnement du système de production : technologie et compétences, infrastructure (physique et administrative), industrie de base, financement et énergie. Faute de ces éléments, il était difficile d'envisager des réalisations durables dans le domaine de l'industrialisation. Les politiques nationales, la coopération internationale et l'aide apportée par le système des Nations Unies devaient être axées sur le renforcement de ces capacités dans les pays en développement. Certaines délégations ont souligné l'importance du rôle de l'Etat et de la planification dans le développement industriel.

29. Les participants ont estimé que les réorientations décidées aux précédentes réunions des ministres et, d'autre part, l'importance accrue attachée à la mise en place de capacités manufacturières, définissaient les perspectives d'industrialisation propres à la région de la CESAP qui seraient présentées à la troisième Conférence générale de l'ONUDI.

30. Les participants ont approuvé les diverses recommandations formulées par les hauts fonctionnaires concernant l'étude envisagée sur la production d'alcool à partir de déchets agricoles, le renforcement des ressources du Centre régional de transfert de technologie (CRTT), l'expansion du Réseau régional de la machine agricole, le Club de la CESAP pour la coopération entre pays en développement, le projet de la CESAP sur l'industrialisation des zones non métropolitaines et la mise en place d'un dispositif régional

pour l'élaboration de projets industriels. Ils sont convenus qu'une étude approfondie devrait être réalisée pour déterminer la justification et les fonctions d'un bureau régional de documentation fiscale. Ils ont aussi recommandé, avec les hauts fonctionnaires, que la CESAP entreprenne une étude sur la production d'alcool à partir de déchets agricoles.

31. A propos du problème de la technologie, les participants ont estimé que le programme d'action détaillé adopté par la Conférence des Nations Unies sur la science et la technologie au service du développement en matière de technologie industrielle devrait être pris en considération à la troisième Conférence générale de l'ONUDI et être élaboré plus avant de façon à être traduit en modalités pratiques. Les participants ont souligné également le rôle important du CRTT et ont demandé instamment que les mesures recommandées par les hauts fonctionnaires pour augmenter le volume de ses ressources de façon constante soient exécutées rapidement. Ils ont aussi déclaré avec insistance qu'une partie suffisante du fonds de 250 millions de dollars créé à la Conférence des Nations Unies pour la science et la technologie au service du développement devrait être réservée pour assurer un appui institutionnel à des centres régionaux tels que le CRTT.

32. Les participants ont estimé que la coopération internationale dans le domaine de l'industrie devrait, comme l'indiquait le document E/ESCAP/IHT/SPMI-UNIDO(3)/2, s'étendre, bien au-delà du commerce, à tout le problème de la capacité manufacturière des pays en développement. Elle pouvait porter sur l'échange de connaissances et la mise en commun des services de formation, le transfert de technologie, la réalisation de projets industriels conjoints et l'expansion des échanges d'articles manufacturés. Les participants ont examiné les importantes initiatives qui avaient été prises dans le cadre de groupements sous-régionaux et autres, tels que l'Association des nations de l'Asie du Sud Est (ASEAN) et le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), et ont estimé qu'une étude de l'expérience de ces groupes pourrait permettre de dégager des moyens et des méthodes utiles pour la coopération multinationale.

33. Les participants ont estimé que les propositions et recommandations contenues dans le document de l'ONUDI "L'industrie à l'horizon 2000 - Nouvelles perspectives" (ID/CONF.4/3) étaient novatrices, hardies et bien formulées. Ils se sont accordés à reconnaître que les immenses possibilités de coopération internationale qui existaient dans le domaine de l'industrie valaient qu'on avance des propositions de grande envergure.

34. Notant que d'après une estimation de l'ONUDI, les investissements annuels requis dans le secteur manufacturier étaient de l'ordre de 500 milliards de dollars EU, aux prix de 1975, d'ici l'an 2000, les participants ont reconnu que, pour parvenir à ce chiffre considérable qu'exigeait la réalisation de l'objectif de Lima, il faudrait que les apports de ressources extérieures soient très sensiblement accrus dans beaucoup de pays en développement.

35. Il était absolument indispensable d'intensifier le mouvement des fonds consacrés à l'industrialisation des pays en développement pour permettre à ces pays d'atteindre l'objectif de Lima. On a mentionné a) la préférence des institutions financières pour les projets concernant l'infrastructure, le développement de l'agriculture et les services sociaux et la moindre priorité qu'elles accordaient aux projets industriels, b) leur inaptitude à financer comme il convenait les programmes et à octroyer des prêts en nature et c) le fait qu'elles n'étaient pas en mesure de tirer parti des fortes accumulations disponibles sur les marchés de capitaux. De ce point de vue, il fallait prendre d'urgence des dispositions complémentaires et créer les conditions qui permettraient d'affecter de nouveaux fonds au développement industriel des pays en développement. On a reconnu que les propositions de l'ONUDI étaient axées sur cet objectif. Tenant compte de ce besoin ressenti d'une intensification du flux de ressources, les pays membres pourraient examiner en détail avant la troisième Conférence générale la question étroitement liée de la création de nouvelles institutions financières et les incidences qu'elle pourrait avoir.

36. Certains représentants ont appuyé les deux propositions touchant la coopération internationale dans le domaine des entreprises industrielles mais ont souligné qu'il fallait éviter tout double emploi avec les institutions existantes. Certains ont également appuyé les trois propositions relatives aux apports internationaux de technologie qui, du reste, avaient été examinées

sous des formes quelque peu différentes dans le passé. Ils ont estimé notamment que la création de l'institut international de technologie industrielle envisagé découlerait naturellement du bon fonctionnement du CRTT à l'échelon régional. Certains pays ont approuvé l'objectif en matière de commerce de produits manufacturés envisagé pour les pays en développement dans la proposition No 8, tandis que d'autres ont exprimé des opinions divergentes.

37. On a reconnu cependant qu'étant donné le caractère novateur et les répercussions considérables des propositions et recommandations, celles-ci devaient être examinées à fond avant que les représentants puissent indiquer les opinions définitives de leurs gouvernements. Les participants ont malgré tout procédé à un échange de vues utile qui, à leur avis, devrait aider les gouvernements et la communauté mondiale à parvenir à des conclusions lors de la troisième Conférence générale.

38. Les participants se sont félicités des éclaircissements donnés par le représentant de l'ONUDI, indiquant que toutes les propositions n'entraîneraient pas la création de nouvelles institutions; bon nombre d'entre elles représentaient de nouvelles fonctions qui pourraient être assumées par des organisations existantes. D'autre part, l'ONUDI ne serait pas nécessairement l'agent d'exécution pour les propositions qui pourraient être finalement retenues par la troisième Conférence générale. On espérait que celle-ci désignerait les organismes responsables. Le représentant de l'ONUDI a signalé également que ces propositions se renforçaient mutuellement et qu'elles avaient été élaborées une fois bien établi ce dont les pays en développement avaient besoin pour lancer une opération d'industrialisation de l'ampleur qu'exigeait l'objectif de Lima.

39. Les participants ont reconnu l'utilité du système de consultations lancé par l'ONUDI en vue de promouvoir le redéploiement de l'industrie en faveur des pays en développement et d'aider à la restructuration de l'industrie mondiale. Des représentants des gouvernements, de l'industrie, des syndicats, etc. avaient participé aux réunions de consultations, et le libre échange de vues auquel ils avaient procédé avait permis de dégager des possibilités de développement industriel dans les pays du tiers monde, de mettre en lumière les obstacles qui s'opposaient à ce développement et d'indiquer les types d'assistance que pourraient fournir les pays industrialisés. Les recommandations formulées au cours de la réunion, qui avait été caractérisée

par des débats pragmatiques et spontanés, avaient été utiles. La plupart des représentants ont estimé qu'il fallait poursuivre ces consultations à titre permanent. Certaines délégations ont exprimé le souhait qu'elles conservent leur caractère spontané. Plusieurs ont estimé que le principe devait en être étendu à d'autres secteurs. Mais d'autres ont exprimé l'avis que cet élargissement des consultations ne devrait pas intervenir avant que l'analyse approfondie des résultats obtenus à laquelle procédait l'ONUDI conformément à une directive du Conseil du développement industriel ait été examinée par la troisième Conférence générale. Les participants ont jugé que l'utilité des consultations serait grandement renforcée si elles s'accompagnaient d'activités préparatoires et complémentaires à l'échelon régional.

40. Certaines délégations ont appuyé la recommandation visant à promouvoir la coopération internationale grâce à la mobilisation du potentiel des moyennes entreprises et des sociétés autres que les sociétés transnationales.

41. Les participants ont insisté sur la nécessité d'aider d'urgence les pays en développement, et en particulier les moins avancés, à mettre au point leurs projets industriels. La recommandation visant à créer un service à cet effet a été dans l'ensemble favorablement accueillie.

42. Les participants se sont félicités de la tâche accomplie par l'ONUDI dans le domaine du redéploiement des industries des pays industrialisés vers les pays en développement et ont suggéré que d'autres études en profondeur soient entreprises dans des secteurs particuliers. Le redéploiement des industries pourrait se faire selon le principe de la dynamique des avantages comparés.

43. Les participants ont félicité l'ONUDI d'avoir amorcé le mécanisme novateur des réunions de solidarité destinées à stimuler les apports d'assistance de pays en développement en faveur des moins avancés. Ils ont appuyé la proposition relative à l'organisation de rencontres d'investisseurs pour la promotion des investissements dans certains pays.

44. Les participants ont souscrit à la recommandation des hauts fonctionnaires selon laquelle des mesures spéciales correspondant aux problèmes particuliers des moins avancés des pays en développement devraient constituer un élément important du programme d'action qui serait élaboré à la troisième Conférence générale de l'ONUDI.

45. Pour faciliter les travaux de la Conférence, il a été suggéré que le Conseil du développement industriel de l'ONUDI envisage la possibilité de constituer des comités distincts pour les principales questions qui y seraient examinées. Il a aussi été proposé que dans le cas où des pays membres souhaiteraient établir entre eux une interaction, les secrétariats de l'ONUDI et de la CESAP leur apportent une assistance.

III. ADOPTION DU RAPPORT

46. Le rapport de la Réunion a été adopté le 26 octobre 1979.

/ Annexe

Annexe

RAPPORT DE LA REUNION DE HAUTS FONCTIONNAIRES PRECEDANT
LA REUNION DES MINISTRES DE L'INDUSTRIE DE LA CESAP
PREPARATOIRE A LA TROISIEME CONFERENCE GENERALE
DE L'ONUDI

I. ORGANISATION DE LA SESSION

1. La Réunion de hauts fonctionnaires précédant la Réunion des ministres de l'industrie de la CESAP préparatoire à la troisième Conférence générale de l'ONUDI s'est tenue à Bangkok les 22 et 23 octobre 1979.

Participants

2. Les membres de la CESAP énumérés ci-après étaient représentés : Australie, Bangladesh, Bhoutan, Chire, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Iran, Japon, Malaisie, Mongolie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Philippines, République démocratique populaire lao, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Union des Républiques socialistes soviétiques et Viet Nam. Un représentant de la Suède a participé aux travaux à titre consultatif en vertu du paragraphe 9 du mandat de la Commission.

3. Les organismes suivants des Nations Unies étaient représentés : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les institutions spécialisées suivantes étaient également représentées : Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Organisation mondiale de la santé (OMS). Des représentants des organisations intergouvernementales ci-après ont également participé aux travaux : Banque asiatique de développement (BASD), Commission des communautés européennes et Organisation asiatique de productivité (OAP).

Allocutions d'ouverture

4. Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire exécutif de la CESAP a souhaité la bienvenue aux hauts fonctionnaires et a exprimé l'espoir que leurs délibérations constitueraient de solides travaux préparatoires grâce auxquels les ministres pourraient parvenir à des conclusions précises. Il a remercié S. Exc. M. Wimon Wirayawit, Vice-Ministre de l'industrie de la Thaïlande d'avoir bien voulu inaugurer la session et le Gouvernement thaïlandais des excellentes dispositions prises pour la réunion.

5. Pour la région de la CESAP, la réunion préparatoire n'était pas sans précédent. La Réunion des ministres de l'industrie tenue en novembre 1977, comme celle du Groupe ad hoc de ministres en janvier 1979, avaient pris certaines initiatives pour réorienter les politiques industrielles. Des mesures avaient été prises en conséquence et une optique collective régionale s'était dégagée en matière d'industrialisation. Cette optique apportait une contribution propre de la région à la troisième Conférence générale de l'ONUDI et se trouvait reflétée dans la documentation présentée à la réunion. En outre, la CESAP avait élaboré sa contribution aux stratégies de développement pour les années 80, dans laquelle était précisée la place qui revenait à l'industrialisation par rapport aux autres secteurs de développement. Le Secrétaire exécutif a engagé les participants à présenter des observations sur ce document.

6. Les documents établis par les secrétariats de l'ONUDI et de la CESAP analysaient les réalités et les perspectives économiques. Ils dégageaient les facteurs qui faisaient obstacle aux efforts d'industrialisation des pays en développement et proposaient certaines solutions pour l'avenir. On attendait surtout de la réunion qu'elle fasse la synthèse de ces propositions.

7. Le thème essentiel de la documentation était que, si la deuxième Conférence générale de l'ONUDI avait fixé les objectifs, la troisième devait surtout créer les moyens de les concrétiser; elle devait être essentiellement axée sur la mise en place de capacités manufacturières dans les pays en développement, ce qui supposait que ces pays orientent leurs politiques industrielles nationales dans une direction précise et fassent appel à la coopération multinationale et à l'assistance des organisations internationales.

8. Pour ce qui était des politiques nationales, il fallait qu'une plus large place soit faite à la technologie et aux compétences, aux industries de base et de transformation, et à l'infrastructure. Le problème de l'énergie avait pris une importance nouvelle.

9. Les propositions formulées par l'ONUDI en vue de la coopération internationale devaient aussi être considérées en fonction de la contribution qu'elles pourraient apporter au renforcement des capacités manufacturières des pays en développement. Le Secrétaire exécutif a engagé les participants à appuyer ces propositions. Elles allaient manifestement dans le sens des besoins des pays en développement et avaient un caractère constructif.

10. Le Secrétaire exécutif a expliqué que la réunion se tenait à la place de la session du Comité de l'industrie, de l'habitation et de la technologie de la CESAP qui aurait dû avoir lieu en 1979. Il a évoqué certaines questions importantes relatives au fonctionnement de la Division qui appelaient l'attention des participants. Il s'agissait notamment des activités du Centre régional de transfert de technologie (CRTT), du Club de la CESAP pour la coopération entre pays en développement et du projet de la CESAP sur l'industrialisation des zones non métropolitaines. Le Secrétaire exécutif a aussi demandé aux participants de présenter des recommandations au sujet des arrangements régionaux proposés pour l'élaboration de projets industriels et la promotion des investissements étrangers.

11. Le Secrétaire exécutif a rendu hommage au Directeur exécutif de l'ONUDI qui avait dirigé la formulation des propositions de l'ONUDI pour la troisième Conférence générale.

12. Dans son message, le Directeur exécutif de l'ONUDI a souhaité la bienvenue aux hauts fonctionnaires; il a déclaré que l'ONUDI avait, en coopération étroite avec la CESAP, étudié les problèmes du développement industriel et formulé des propositions pour appliquer la Déclaration et le Plan d'action de Lima.

13. Le Conseil du développement industriel de l'ONUDI qui devait tenir une session extraordinaire le mois suivant pour examiner les préparatifs de la troisième Conférence générale tiendrait pleinement compte des conclusions et recommandations des réunions régionales. La Conférence porterait sur trois grandes questions : la situation industrielle mondiale, les stratégies d'industrialisation durant les années 80 et au-delà, et l'examen général des arrangements institutionnels.

14. La stagflation persistante et le protectionnisme accru avaient sérieusement compromis et continuaient à compromettre les perspectives qu'avaient les pays en développement d'atteindre pour 2000 l'objectif fixé à Lima, selon lequel ils devraient contribuer pour 25 % à la production industrielle mondiale. Il était donc nécessaire de mettre au point des méthodes et mécanismes nouveaux de coopération industrielle afin de renforcer l'autonomie collective des pays en développement et d'établir une coopération mondiale plus équitable. L'ONUDI avait formulé dans ce sens des propositions précises dont les participants étaient saisis.

15. L'ONUDI avait pris un certain nombre de dispositions pour appliquer la Déclaration de Lima : consultations mondiales, mesures visant à renforcer et développer les capacités technologiques nationales, et instauration d'une coopération internationale effective. Ces mesures, qui prenaient encore plus d'importance du fait de la situation actuelle, devaient être renforcées.

16. L'ONUDI appréciait hautement l'intérêt que les pays d'Asie et du Pacifique prenaient aux préparatifs de la troisième Conférence générale. Les travaux de la Réunion contribueraient beaucoup à amener celle-ci à tenir pleinement compte dans ses délibérations des points de vue régionaux.

17. S. Exc. M. Wimon Wiriyawit, Ministre adjoint de l'industrie du Gouvernement thaïlandais, a déclaré en ouvrant la Réunion que la Thaïlande avait toujours accordé une grande importance aux activités de la CESAP et qu'elle continuerait. L'industrie devait jouer un rôle clef en raison des répercussions qu'elle avait sur tous les secteurs de l'activité économique. Le Ministre adjoint a félicité les secrétariats de la CESAP et de l'ONUDI de la qualité des documents établis, qui étaient bien conçus et exposaient clairement les problèmes de la région.

18. Malgré la croissance industrielle tout à fait remarquable qu'avait connue la Thaïlande, le chômage, la répartition inégale des revenus et l'insuffisance des ressources avaient continué à entraver la pleine réalisation des objectifs du développement. Le taux de croissance industrielle du pays était depuis plusieurs années de l'ordre de 15,5 %. L'exportation d'articles manufacturés et semi-finis s'était toutefois heurtée à de grosses difficultés. La communauté internationale devait déployer tous ses efforts pour éliminer le protectionnisme et permettre aux pays en développement d'utiliser pleinement ses capacités manufacturières potentielles.

19. Le Ministre adjoint a rappelé les initiatives prises pour développer la coopération sous-régionale dans le cadre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), organisation qui avait poursuivi son oeuvre utile et se préparait à mettre sur pied un certain nombre d'industries régionales. On prévoyait de créer des usines de fabrication d'urée en Indonésie et en Malaisie et de carbonate de sodium à partir de sel gemme en Thaïlande. On devait construire une usine de fabrication d'engrais au NP/NPK et au sulfate d'ammonium aux Philippines et une fabrique de moteurs diesel à Singapour.

Ces initiatives devaient être considérées comme une première étape de l'effort général que devaient faire les pays pour instituer un système économique plus intégré dans la région.

20. La Thaïlande se heurtait à plusieurs problèmes. Dans l'immédiat, l'afflux de réfugiés détournait l'attention des questions plus importantes du développement économique. La coopération de la communauté internationale était nécessaire pour résoudre pacifiquement ce problème sans que l'économie du pays en pâtisse à long terme. C'était du reste un problème qui touchait non seulement la Thaïlande mais aussi plusieurs autres pays de la région.

21. La documentation présentée par la CESAP et l'ONUDI mettait en lumière un certain nombre de questions importantes, dont celles de la technologie et les investissements qui étaient fondamentales. La région était la première à avoir créé un Centre régional de transfert de technologie. Les pays membres pourraient apporter un appui et une aide appréciables à ce Centre, qui avait déjà commencé à préparer à l'échelon du sous-réseau des programmes axés sur les problèmes propres à certains pays. Le Gouvernement thaïlandais continuerait à appuyer les activités du Centre. Le Réseau régional de la machine agricole avait fait, lui aussi, des progrès et avait déterminé un certain nombre de possibilités techniques pour la fabrication d'outils simples. Les travaux du Réseau pouvaient contribuer sensiblement à la modernisation de l'agriculture dans la région.

22. L'importante question des investissements exigeait aussi un examen. La CESAP avait entrepris dans ce domaine un certain nombre d'activités qui avaient beaucoup aidé les pays membres à réviser leurs systèmes fiscaux en vue d'attirer des investissements dans l'industrie.

23. La Réunion des ministres de l'industrie tenue en novembre 1977 avait posé un jalon en formulant des stratégies et des politiques ainsi que des recommandations qui étaient appliquées par la CESAP, en coopération avec l'ONUDI. La politique choisie avait pour objectif d'accroître la participation de la population au développement industriel. Les liaisons recommandées entre l'industrie et l'agriculture et entre les petites industries et les industries de base, la création de capacités industrielles dans les zones rurales et non

/ métropolitaines

métropolitaines et la prestation de services destinés à satisfaire les besoins fondamentaux des couches pauvres étaient des questions extrêmement importantes. Le programme relatif aux industries non métropolitaines aurait une forte répercussion car il étendrait les effets de l'industrialisation aux zones rurales et décongestionnerait les secteurs urbains.

24. Le problème de l'énergie faisait peser un fardeau énorme sur les pays en développement. Il fallait prendre sans tarder des mesures pour le résoudre dans l'immédiat; mais à long terme, c'était dans un effort plus grand de recherche-développement sur les sources d'énergie non classiques que résidait la solution. Il faudrait faire de gros investissements pour déterminer des sources de combustibles classiques et nouvelles.

Election du bureau

25. Les participants ont élu à l'unanimité M. Piscot Sudasna (Thaïlande) président, M. R. Hasan (Bangladesh), M. F.N. Bennet (Australie) et M. Ekonia Boas (Papouasie-Nouvelle-Guinée) vice-présidents et M. I.O.K.G. Fernando (Sri Lanka) rapporteur.

Ordre du jour

26. Les participants ont adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la Réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Examen et évaluation de l'industrialisation de la région et étude des perspectives régionales pour la troisième Conférence générale de l'ONUDI
5. Coopération internationale pour le développement industriel
6. Adoption du rapport.

II. EXAMEN DES PROBLÈMES

Examen et évaluation de l'industrialisation de la région et étude des perspectives régionales pour la troisième Conférence générale de l'OMUDI

27. Les documents pertinents ont été brièvement présentés par les représentants de la CESAP et de l'OMUDI. Les participants ont estimé que les documents E/ESCAP/INT/SPIN-UNID(3)/2, ID/CONF.4/2 et ID/CONF.4/4 contenaient une analyse complète et fouillée de l'industrialisation durant les 20 dernières années et des perspectives par rapport à l'objectif de Lima. Ils ont félicité les secrétariats de la CESAP et de l'OMUDI de la qualité de la documentation, qui mettait bien en évidence l'ampleur et la complexité des problèmes à résoudre.

28. Si, dans les dernières années, les pays en développement de la région de la CESAP avaient enregistré un taux global de croissance industrielle impressionnant sur le plan historique, le rythme du progrès restait insuffisant pour que l'objectif de Lima puisse être atteint. Il était inégal d'un pays à l'autre et c'était dans les pays à faible revenu que les taux de croissance étaient les plus bas. Leurs perspectives étaient gravement compromises par la structure peu satisfaisante des relations économiques internationales, la stagflation persistante et l'aggravation du protectionnisme dans la plupart des pays industrialisés à économie de marché à l'encontre des importations d'articles manufacturés et la situation de l'énergie. Face à ces problèmes redoutables, l'industrialisation des pays en développement posait un défi sans précédent, qui exigeait un effort exceptionnel.

29. Certaines délégations ont estimé que les vestiges du colonialisme et du néo-colonialisme opposaient, comme l'indiquait la Déclaration de Lima, un grave obstacle au développement économique de certains pays de la région.

30. Les participants ont estimé qu'il fallait décomposer l'objectif de Lima en objectifs régionaux et sectoriels bien articulés. L'objectif global avait indiqué l'ampleur de l'effort requis pour assurer l'industrialisation du tiers monde. Des objectifs plus détaillés se prêteraient à un effort précis.

31. Si, dans le choix des politiques nationales, les divers pays restaient guidés par leur perception de leur propre expérience historique, leurs

dotations en ressources et autres circonstances pertinentes, on discernait désormais clairement une mutualité d'intérêts entre pays développés et pays en développement. Il fallait donc espérer que la troisième Conférence générale de l'ONUDI serait un forum de coopération entre eux et non d'affrontement ou d'acrimonie. Il y avait une relation indéniable entre le développement et la paix, la sécurité et le désarmement. Il restait nécessaire que les pays développés aident à relever les capacités manufacturières des pays en développement. En fait, grâce à l'absorption des biens d'équipement manufacturés dans le nord, c'était là un moyen d'imprimer l'élan très nécessaire à la reprise de leur propre croissance industrielle. Certaines délégations ont estimé qu'ils pourraient envisager d'assurer le transfert de technologie en faveur des pays en développement à des prix subventionnés ou de leur offrir des moyens de formation technique en finançant une partie des frais. On a mis en évidence les obstacles que le protectionnisme croissant opposait aux exportations d'articles manufacturés du sud. Les participants ont demandé instamment que ces obstacles soient supprimés dès que possible grâce à l'instauration de politiques éclairées d'ajustement dans les pays industrialisés.

32. Les participants ont insisté sur l'intérêt d'une restructuration du secteur manufacturier dans les pays développés pour la promotion du redéploiement des industries pour lesquelles les pays en développement présentaient des avantages comparatifs. Ceux-ci devaient être jugés en fonction de considérations économiques dynamiques et non par rapport à un cadre statique. A cet égard, on a félicité l'ONUDI pour les travaux utiles qu'elle avait consacrés au redéploiement de l'industrie.

33. Le système de consultations instauré par l'ONUDI pourrait être un moyen utile de promouvoir le redéploiement des industries en faveur des pays en développement et de contribuer à la restructuration de l'industrie mondiale. Certaines délégations ont recommandé que les consultations, qui avaient fait la preuve de leur utilité, soient établies sur une base permanente. Mais d'autres délégations ont souhaité qu'elles conservent leur caractère officieux. Elles devaient porter sur les secteurs industriels qui étaient considérés comme prioritaires et s'accompagner d'activités préparatoires et consécutives à l'échelon régional.

34. Les participants ont rappelé la Réunion des ministres de l'industrie tenue en novembre 1977 et celle du Groupe ad hoc de ministres de l'industrie tenue en janvier 1979 qui avaient indiqué certaines réorientations à apporter

aux politiques industrielles. Il s'agissait notamment des éléments suivants : renforcement des liens entre l'agriculture et l'industrie, dispersion géographique équilibrée de l'industrie à l'intérieur des pays, promotion des petites industries et de leurs liens avec les grandes industries modernes et réorientation de l'industrie en fonction des besoins fondamentaux des populations. Les participants ont estimé que ces réorientations avaient été bien associées, dans le document E/ESCAP/INT/SPMI-UNIDO(3)/2, à la nécessité impérieuse de relever la capacité manufacturière des pays en développement. On a estimé en conséquence que ce document pourrait offrir une bonne base pour présenter le point de vue régional sur l'industrialisation.

35. Les participants ont réaffirmé l'importance d'un développement intersectoriel équilibré et notamment de liens plus solides et durables entre l'agriculture et l'industrie. Ils ont félicité le secrétariat de la CESAP pour l'excellente étude sur les termes de l'échange entre l'agriculture et l'industrie dont le rapport leur avait été présenté. S'agissant des travaux complémentaires à entreprendre dans ce domaine, on a rappelé la recommandation du Groupe ad hoc de ministres selon laquelle certaines agro-industries nouvelles et non traditionnelles devraient être retenues pour être développées sur la base de liens intersectoriels solides. Certaines délégations ont proposé expressément que la CESAP entreprenne une étude sur la production d'alcool à partir de produits agricoles. Outre qu'elle stimulerait les agro-industries, cette étude pourrait mettre en évidence la viabilité économique d'une nouvelle source d'énergie.

36. A propos du renforcement des liens entre l'agriculture et l'industrie, les participants ont réaffirmé l'importance du projet en cours relatif au Réseau régional de la machine agricole et ont lancé un appel aux pays participants, au PNUD et aux autres organisations internationales intéressées pour qu'ils continuent à l'appuyer; ils ont recommandé que la deuxième phase soit prolongée car il restait beaucoup à faire au sein du Réseau.

37. Les participants ont également réaffirmé la nécessité de disperser les industries en dehors des agglomérations métropolitaines de façon à étendre les effets de l'industrialisation, créer des emplois et promouvoir le développement harmonieux de l'agriculture et de l'industrie. Il fallait cependant tenir compte des incidences financières d'une trop grande dispersion et, à court terme, il pourrait être plus avantageux de stimuler le développement

industriel dans certains centres de croissance. L'expérience avait montré que la croissance de l'industrie en dehors des zones métropolitaines était sérieusement entravée par le manque d'infrastructure. Les participants se sont félicités du projet de la CESAF sur l'industrialisation des zones non métropolitaines et ont demandé que des mesures soient prises pour exécuter sans tarder les projets pilotes qui avaient été élaborés à l'intention de sept pays membres. Il a été proposé d'envoyer une mission auprès des organismes de financement et dans les pays donateurs éventuels, afin d'étudier la possibilité d'une assistance extérieure pour l'exécution des projets pilotes. Les participants ont exprimé leurs remerciements aux Gouvernements japonais et indien pour leur contribution à la phase initiale du projet. Ils ont pris note de la déclaration du représentant du Japon selon laquelle, sous réserve des résultats de la mission envisagée et des demandes présentées sur le plan bilatéral par les pays intéressés, son gouvernement envisagerait d'apporter l'assistance voulue pour l'exécution des projets pilotes.

38. Les participants ont également rappelé l'importance attachée par la réunion antérieure des ministres à l'établissement de liens verticaux avec le secteur manufacturier, au moyen d'accords de sous-traitance. En fait, il était souhaitable également d'encourager la sous-traitance internationale grâce à des mécanismes institutionnels appropriés.

39. Les participants ont évoqué l'expérience de certains pays dans lesquels des taux de croissance économique élevés n'avaient pas toujours entraîné une réduction des disparités des revenus. On a estimé que des mesures visant à assurer une meilleure répartition de ceux-ci devaient absolument figurer dans les politiques de développement.

40. Certaines délégations ont souligné l'importance du rôle de l'Etat dans l'accélération du rythme de l'industrialisation et dans l'orientation de son schéma. Ce rôle était particulièrement notable dans les domaines de la planification socio-économique, de l'infrastructure, des institutions scientifiques et technologiques et des industries de base. L'Etat devait aussi veiller à ce que l'intervention des capitaux privés étrangers soit conforme aux plans et ordres de priorité nationaux. On a d'autre part insisté sur la nécessité d'assurer une plus large participation de la population aux programmes d'industrialisation.

41. Certaines délégations ont souligné que la restructuration socio-économique était une condition indispensable d'une stratégie d'industrialisation valable. Faute d'une telle restructuration, il serait peu raisonnable de s'attendre à un relèvement véritable du taux de croissance ou du niveau de vie de la population.

42. Les participants ont souscrit au thème principal présenté dans le document E/ESCAP/IHT/SFMI-UNIDO(3)/2, à savoir que l'expansion des capacités manufacturières des pays était réellement au coeur du processus d'industrialisation. Ces capacités étaient indispensables pour que les pays puissent maintenir l'élan de leur croissance industrielle, absorber les apports étrangers (ressources en capital et technologie) et exploiter les possibilités d'échanges commerciaux. Les participants ont recommandé que la troisième Conférence générale de l'ONUDI soit essentiellement axée sur le renforcement des capacités manufacturières des pays en développement. C'était là l'objectif que devaient viser les politiques nationales, les activités de coopération internationale et l'aide des organisations internationales. A ce propos, le rôle de la technologie et des compétences, de l'infrastructure et de l'industrie des biens d'équipement a été souligné. On a également évoqué la possibilité pour les pays en développement d'assurer localement la transformation des produits primaires (minéraux et produits agricoles), ce qui leur permettrait de bénéficier d'un élément important de valeur ajoutée et d'améliorer les termes de l'échange pour leurs produits d'exportation, et les aiderait en outre à promouvoir l'industrialisation de leurs zones non métropolitaines, à établir des liens intersectoriels et à développer l'emploi. Mais les difficultés en cause, pour ce qui était notamment des techniques de transformation, des marchés, des compétences et des capitaux, étaient analogues à celles qui se posaient dans le domaine de l'industrialisation en général et appelaient des efforts concertés.

43. La pénurie croissante de ressources énergétiques constituait un des principaux obstacles aux efforts d'industrialisation futurs des pays en développement non producteurs de pétrole de la région. Ceux-ci devaient avant tout pouvoir bénéficier d'un approvisionnement équitable en pétrole, et renforcer leurs activités de recherche et d'exploitation des réserves de pétrole, de gaz et de charbon. Les participants ont demandé à l'ONUDI d'appuyer les programmes de mise en valeur des ressources énergétiques. Il

/faudrait,

fautrait, à cet égard, projeter les besoins d'énergie des pays en développement pour la réalisation de l'objectif de Lima.

44. L'attention a été appelée sur les sources d'énergie hydro-électrique existant dans nombre de pays membres et sur la possibilité d'une coopération multinationale pour l'exploitation de ces ressources, en vue d'une répartition équitable des avantages.

45. Les activités de l'ONUDI et de la CESAP dans le domaine de la technologie devaient être axées essentiellement sur l'amélioration des capacités technologiques des pays en développement, de manière que ceux-ci soient mieux à même de choisir, parmi les techniques existantes, celles qui leur convenaient le mieux, de les acquérir dans de bonnes conditions et de les absorber en fonction de leurs besoins et des ressources dont ils disposaient. On a reconnu, à ce propos, le rôle très important joué par le Centre régional de transfert de technologie (CRTT) et par les institutions technologiques des pays. On a réaffirmé que les pays membres appuyaient fermement le CRTT qui, grâce aux activités de son réseau d'institutions, avait déjà obtenu des résultats sensibles. Les participants ont toutefois déploré que des ressources suffisantes n'aient pas été mises à sa disposition pour lui permettre de se doter des moyens propres nécessaires à l'appui de son réseau d'activités en expansion. Ils ont demandé aux pays membres de s'engager à fournir des crédits plus importants au Centre. Ce qui importait surtout, c'était de veiller à ce que celui-ci puisse disposer régulièrement et en temps voulu des ressources financières indispensables. A cet effet, il fallait établir des prévisions budgétaires annuelles et les pays membres devaient s'engager à verser des fonds chaque année, à date fixe.

46. Il était absolument indispensable qu'une somme appropriée soit réservée sur le fonds de 250 millions de dollars EU constitué lors de la Conférence des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement en vue d'assurer un appui institutionnel à des centres régionaux tels que le Centre régional de transfert de technologie (CRTT).

47. Le représentant du PNUD a réaffirmé que son organisation s'engageait à maintenir son appui financier aux programmes du CRTT. Une proposition reçue de la CESAP en vue d'une aide de l'ordre de 467 000 dollars EU était à l'étude.

48. Le représentant du Japon a renouvelé l'offre de son Gouvernement d'accueillir un séminaire du CRTT portant sur un sujet technologique approprié. Il s'est aussi déclaré prêt à s'entretenir avec le secrétariat de la CESAP de tout autre appui que son Gouvernement pourrait apporter au CRTT.

49. Les participants ont noté avec satisfaction la déclaration du représentant de l'Australie, selon laquelle son Gouvernement s'efforcerait, comme par le passé, d'apporter une aide importante au CRTT.

50. La pénurie de compétences techniques pour l'élaboration de projets industriels techniquement et économiquement viables a été considérée comme une grave faiblesse, notamment dans les moins avancés des pays en développement. Il a été proposé qu'un dispositif régional soit envisagé pour concevoir des projets industriels sous-régionaux et aider les pays membres à renforcer leurs capacités en la matière.

51. Un certain nombre de délégations ont vivement appuyé la proposition de créer un bureau régional de documentation fiscale qui diffuserait des informations sur les possibilités d'investissement et les mesures d'encouragement et entreprendrait des études sur les investissements et la fiscalité. Les participants ont estimé qu'il fallait étudier cette proposition plus en détail pour démontrer la justification d'un tel dispositif régional et en préciser les fonctions.

52. Les participants ont souligné la portée nouvelle de la coopération en raison de l'inégalité des capacités que les pays en développement étaient en mesure de mettre en commun pour leur avantage mutuel. Ils présentaient ensemble d'énormes possibilités d'échanges commerciaux, de collaboration dans le secteur manufacturier et de transfert de techniques et de compétences. La coopération entre pays en développement devait ne pas être cantonnée au commerce mais s'étendre aux capacités manufacturières. Cependant, la coopération industrielle ne pourrait être fondée que sur des priorités et des objectifs communs et sur des avantages réciproques reconnus. Même la coopération bilatérale avait connu de graves difficultés à ses débuts. Une des préoccupations majeures des organisations régionales et internationales devrait être de définir attentivement les possibilités industrielles qui se prêtaient à la coopération multinationale et d'élaborer les modalités favorables à cette coopération. Les participants ont pris note des mesures prises par les pays de l'ASEAN à cet égard. Ils ont pris note également du

projet destiné à développer les industries mécaniques dans ces pays en fonction de la complémentarité, qui était financé par le PNUD.

53. Une plus grande coopération économique entre pays en développement n'était nullement contraire aux relations nord-sud, en fait, elle s'insérait parfaitement dans le contexte de l'interdépendance économique mondiale.

54. Les participants ont appuyé sans réserve le club de la CESAP pour la coopération entre pays en développement qui s'était déjà montré capable d'assurer une assistance à quelques pays membres. Ils ont recommandé que la portée des activités du club soit élargie. Il a été décidé de commencer à définir les besoins du Bangladesh et de les faire connaître aux autres pays membres. Les participants ont aussi vivement engagé les pays membres à fournir au secrétariat de la CESAP les ressources qui lui étaient nécessaires pour les activités du club. Le représentant du Népal a indiqué que son Gouvernement souhaitait faire appel à ses services dans un avenir proche. On a demandé instamment que soient considérés les apports que devraient fournir les organisations internationales au titre de "fonds de liaison", dans le cadre d'accords de coopération entre pays en développement, et aussi de "fonds d'amorçage" pour promouvoir des dispositifs de coopération.

55. Les participants ont insisté sur les problèmes particuliers des moins avancés des pays en développement et préconisé que des mesures spéciales en leur faveur soient prévues dans le programme d'action qui serait établi à la troisième Conférence générale de l'ONUDI. Certaines délégations ont appuyé les mesures suggérées à cet égard au paragraphe 10.2.1 du chapitre 10 du document ID/CONF.4/3.

56. Les participants ont pris note des dispositions prises pour promouvoir l'industrialisation des pays insulaires du Pacifique Sud. Ils ont appris avec satisfaction que l'Enquête sur l'industrialisation du Pacifique Sud avait été entreprise, avec une aide du PNUD et de la Banque asiatique de développement. Ils espéraient que l'Enquête déboucherait sur l'élaboration de projets industriels bancables.

57. On a aussi pris note de l'état d'avancement du projet relatif à la création d'industries motrices au Népal. L'étude de faisabilité sur l'implantation d'un domaine industriel était terminée.

III. COOPERATION INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

53. Un représentant de l'ONUDI a présenté à la Réunion le document ID/CONF.4/3 intitulé "L'industrie à l'horizon 2000 - Nouvelles perspectives". Il a exposé cinq principes fondamentaux qui avaient servi à élaborer le cadre analytique de l'étude : a) le début d'un nouvel ordre économique international s'était déjà produit avec l'évolution récente de l'économie internationale; b) l'esprit d'entraide avait fait des progrès dans le cadre de l'interdépendance mondiale; c) il y avait un besoin urgent de renforcer la coopération sud-sud dans le cadre de l'interdépendance mondiale; d) les pays en développement pourraient envisager d'adopter une politique intérieure de développement endogène; e) le coût plus élevé des ressources énergétiques de remplacement susceptibles d'être utilisées à l'avenir nécessiterait une nouvelle génération de techniques moins grosses consommatrices. On avait également postulé que la récession économique actuelle se poursuivrait ou se serait aggravée au moment de la troisième Conférence générale de l'ONUDI. Dans ce contexte, l'approche adoptée se fondait sur des mécanismes de transfert sans conditions de faveur permettant de faciliter l'accroissement des flux de ressources internationaux qui, dans l'immédiat, présentaient certaines lacunes ou rencontraient certains obstacles. Afin de résoudre ces problèmes, on avait élaboré huit grandes propositions et neuf recommandations de soutien, les grandes propositions visant :

1. Une agence internationale du financement industriel;
2. Un fonds mondial d'encouragement à l'industrie;
3. Une commission du droit international du développement industriel;
4. Un système de règlement des différends industriels;
5. Un institut international des techniques industrielles;
6. Un centre international pour le groupement des achats de techniques;
7. Un centre international d'étude des brevets;
8. Un objectif en matière de commerce de produits manufacturés.

Les recommandations de soutien portaient sur la restructuration et le redéploiement des industries dans le cadre du système de consultations de l'ONUDI, les courants financiers internationaux, la coopération entre les entreprises industrielles, les échanges de technologies, les ressources

minières et minérales et la capacité d'absorption des pays en développement. La dernière recommandation portant sur la création d'un fonds pour l'élaboration de projets industriels présentait un intérêt particulier pour les pays les moins avancés. Le représentant de l'ONUDI a précisé que seules les propositions 1 et 2 nécessiteraient un cadre juridique propre, les autres se rapportant à de nouvelles fonctions qui pourraient être assumées par des institutions ou organisations existantes.

59. A propos des deux propositions visant à stimuler les apports financiers internationaux, on a souligné qu'elles représentaient une amélioration sensible par rapport aux mesures antérieures, car elles étaient essentiellement fondées sur le mécanisme des marchés financiers et non sur une aide à des conditions de faveur. Ces propositions étaient aussi opportunes, car l'objet était de profiter des possibilités qu'offrait la conjoncture économique pour obtenir des capitaux supplémentaires aux fins des investissements industriels dans le sud. Elles venaient à un moment où l'on se rendait généralement compte que les institutions mondiales de financement ne suffisaient pas à répondre aux besoins particuliers des pays en développement.

60. En outre, si les propositions concernant l'agence internationale du financement industriel étaient fondées sur la coopération sud-sud, celles qui intéressaient le fonds mondial d'encouragement à l'industrie aideraient beaucoup les pays du nord à sortir de la récession en cours. S'ils investissaient leurs fonds excédentaires dans les pays du sud, la demande de biens d'équipement de ceux-ci se trouverait stimulée. On a particulièrement insisté sur la nécessité d'exploiter le potentiel de la moyenne entreprise et des sources d'investissement autres que les sociétés transnationales, et d'attirer des capitaux grâce à des initiatives de l'Etat.

61. Les participants ont félicité le secrétariat de l'ONUDI de son excellent document, qui procédait d'un esprit imaginaire et contenait des recommandations novatrices. Celles-ci étaient bien formulées et solidement documentées. La déclaration du représentant de l'ONUDI affirmant que les propositions ne se traduiraient pas par une prolifération de l'appareil bureaucratique a été très appréciée. Tout en considérant que le document fournirait une bonne base aux débats de la prochaine Réunion régionale des ministres et de la troisième Conférence générale de l'ONUDI, on a reconnu

que beaucoup des propositions et recommandations étaient lourdes de conséquences et devaient être soigneusement examinées avant que les gouvernements puissent exprimer un avis bien arrêté à leur sujet.

62. En examinant les recommandations relatives aux programmes de soutien, on a accordé une attention particulière à celles qui touchaient le redéploiement de l'industrie, le système de consultations dans le cadre de l'ONUDI et aussi le service d'élaboration des projets industriels.

63. Les participants ont été d'avis que toutes les grandes propositions et les recommandations de soutien devaient être examinées attentivement lors de la prochaine Réunion des ministres de l'industrie.

IV. ADOPTION DU RAPPORT

64. Les participants ont adopté leur rapport le 23 octobre 1979 afin qu'il soit soumis à la Réunion des ministres de l'industrie de la CESAP préparatoire à la troisième Conférence générale de l'ONUDI.



